



LE POIDS DES MOTS L'autorité, c'est quand on se montre capable de prendre une décision respectée de tous. L'autoritarisme, c'est quand on prend une décision brutale pour écraser une contestation.

L'ÉDITO

On affute nos moyens d'action !

Nous espérons que cet été, toutes et tous vous pourrez profiter de vos familles, de vos petits-enfants, partir peut-être pour des vacances bien méritées.

Reprenons des forces, le patronat et gouvernement sont à l'œuvre, ignorant toute trêve estivale, ils travaillent et annoncent des mesures qui vont entraîner de nouveaux reculs sociaux.

Profitons des mois d'été pour construire une rentrée offensive, de préparer activement la rentrée de Retraités des B du R le Jeudi 23 septembre à Fabrégoules et la journée d'action d'Octobre.

Le choix de la journée d'action du 1^{er} Octobre des retraités n'a rien d'anodin. Elle correspond à la volonté à ne pas laisser le gouvernement parler seul, car il a prévu d'organiser ce jour-là, la journée des personnes âgées sur le « bien vivre ».

Et pour nous le « bien vivre » c'est d'avoir les moyens de vivre et donc besoin de faire entendre et gagner sur nos exigences revendicatives concernant le pouvoir d'achat.

D'autre part, les mois de septembre et octobre sont des mois clés pour les retraités, car c'est au cours de ces mois que le gouvernement arbitrera, dans le cadre de la loi de finances, l'augmentation des retraites et pensions. Également dans cette même période, sera débattue la future loi de financement de la sécurité sociale et les mesures qui s'annoncent vont entraîner à nouveau une baisse des pensions.

Regardons les choses en face

16% de Français, principalement issus des classes populaires, ne veulent pas se faire vacciner. La plupart se moquent des restrictions de spectacles et de restaurants puisqu'ils en sont exclus pour d'autres raisons que l'on comprendra.

Cette révolte dite irrationnelle dont les raisons, elles, le sont (rationnelles), fondée sur une méconnaissance des réalités de la vaccination nécessaire pour stopper une pandémie est bien la preuve que notre pays est malade de l'accumulation des injustices et des frustrations, voire, plus grave, d'une situation de décrochage qui laisse libre court au travail de sape des sectes en tous genres.

C'est bien la preuve que notre pays qui a relégué plus de 10 millions de citoyens dans la pauvreté est bien malade de la politique honteuse des riches qui s'arrogent le droit de punir ceux qu'ils ont déjà puni en les jetant dans le fossé de la vie, en les montant contre ceux qui ont encore les moyens de se défendre.

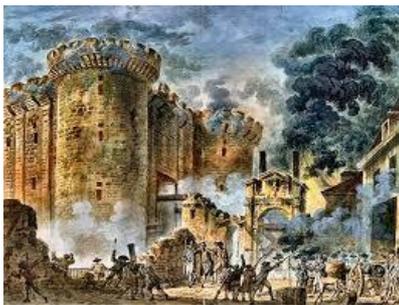
La révolte actuelle autour du vaccin, même si elle est récupérée par l'extrême droite, doit faire réfléchir, d'autant que ceux qui se révoltent sont souvent aussi ceux qui n'ont pas voté. Cette rupture avec les institutions de la République qu'il serait dangereux d'esquiver par une pirouette prouve s'il en est que la mobilisation du mouvement social autour d'une alternative à une société qui ne sait que brimer est URGENTE.

La CGT, avec celles et ceux qui se sont exprimés pour un monde d'après qui ne soit pas le monde d'avant en pire, portera j'en suis sûr, le drapeau de la lutte et du rassemblement face aux tentatives de dérive dont Marine Le Pen et les autres sont friands.

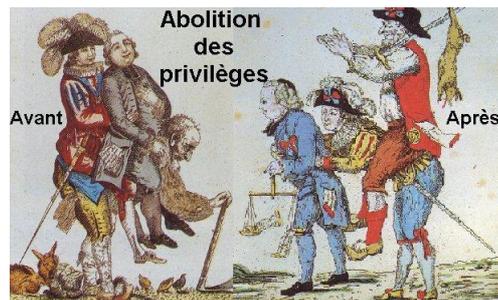
PENSEZ A RETOURNER

vos vignettes Fabrégoules
la pétition Complémentaire Santé

Il n'y a eu que la Bastille ?



En suivant le Tour de France comme beaucoup à la télé, j'ai été impressionné par la découverte de tant de châteaux que l'on découvre au fil des étapes. Certes, il y a les vieux châteaux-fort qui ont bravés les ans, bien souvent simple ruines, mais il y



a aussi bien jolis et grands châteaux appartenant nous dit-on à la comtesse x, descendante de ..., à la Baronne ou au Marquis du ... ou à un descendant d'un riche négociant du coin (dont certains ont bâtis leur fortune en se prévalant de l'esclavage).

Ainsi donc, le 14 juillet on a détruit la Bastille, la nuit du 4 au 5 août 1789 a vu la fin des privilèges, mais toutes ces bâtisses, fruit du labeur de la classe des paysans soumis à la corvée, sont restées intactes !

Nos députés de l'époque ont bien conservé les biens matériels de la noblesse et de la bourgeoisie. Ce qui me conforte dans l'idée que cette révolution de 1789 est bien une révolution « bourgeoise » : pas touché' au magot spolié pendant des siècles !

PS : Bon d'accord, la Bastille était une prison, pas un château !

COTISATIONS SYNDICALES Le saviez-vous ?

Vous êtes syndiqué, à jour de vos cotisations et vous êtes non imposable. L'Etat vous doit de l'argent. En effet, avant, seuls les syndiqués qui payaient des impôts pouvaient déduire leur cotisation de leurs impôts. Maintenant les syndiqués non-imposables, y ont droit sous forme de crédit d'impôts.

Ex : vous payez 15 € par mois de cotisation avec le magazine Vie nouvelle intégré = 180 € par an. L'Etat vous doit : $180 \text{ €} \times 66/100 = 118.80\text{€}$. La cotisation syndicale revient à 9.90 par mois. Et, cerise sur le gâteau, vous pouvez aussi déclarer l'abonnement annuel à Vie Nouvelle qui viendra arrondir ce chiffre avec les mêmes propositions.



MARCHEZ, MARCHEZ PLUS LOIN, MARCHEZ ENCORE AVEC LA POSTE

Les boîtes aux lettres jaunes de La Poste commencent à disparaître. La raison invoquée ? La diminution du nombre de courriers envoyés en France et un rapport de la Cour des comptes pour qui « les boîtes aux lettres coûteraient trop cher à La Poste, pour un service de moins en moins utilisé ». Ainsi, pour faire des économies,



La Poste supprime des boîtes, ce qui raccourcit le temps de tournée des facteurs.

Pour les usagers qui ont du mal à se déplacer, c'est un déni de service public !

La Planète en danger ! Les Retraités à ses côtés !

Allemagne. Belgique. Canada. USA. Madagascar. Luxembourg. Et encore : on ne connaît que le centième des effets catastrophiques du changement climatique, Face aux incroyables images de glissements de terrain ou de villes inondées, la plupart des femmes et des hommes politiques et des éditorialistes de renom ont doctement expliqué que ce n'était pas parce qu'il y avait des intempéries exceptionnelles qu'il fallait changer de politique climatique, ou ont fait semblant d'agiter encore et toujours les mêmes discours, comme d'habitude.

Alors qu'il faudrait mettre en place, ici et maintenant, une multitude d'actions concrètes pour que nos sociétés puissent s'adapter aux décennies à venir et limiter les dégâts, nos dirigeants préfèrent égrainer des chapelets de mots d'ordre ...et regarder ailleurs !

Avec des conservateurs au pouvoir, on ne peut rien faire. Un conservateur, c'est fait pour conserver - donc ne pas changer. Et avec le

piège de la démocratie représentative en plus, notre action directe, en tant que masse citoyenne, est extrêmement limitée. Voire impossible.

Nous nous accrochons à nos modèles de consommation, de vie économique et toute porte à croire que dans ce nouveau monde qui vient, où le climat décidera de tout, les plus riches auront les moyens de s'adapter ou de se préserver.



A l'horizon, c'est bel et bien un monde plus inégalitaire que nous voyons poindre - avec un risque plus accru de crises, à la fois économique, politique, mais aussi militaire.

Désormais, c'est le réchauffement climatique qui va trop vite pour nous. Nos modèles sont dépassés par

son ampleur, et nous peignons à combler nos lacunes face à son rouleau compresseur. Ce qui veut dire que la situation n'est plus seulement préoccupante : elle est gravissime, et nos sociétés vont changer quoiqu'il arrive, de gré ou de force.

Nous n'avons pas besoin d'un système politique qui fait tout reposer sur l'individualisme et sur une surveillance des bons gestes écologistes, alors que les solutions doivent être collectives, portées vers l'intérêt général - et que les grands conglomérats industriels continuent de siffloter tranquillement, épargnés qu'ils restent par des agendas législatifs au mieux timides, au pire inconsistants.

Nous pouvons feindre d'ignorer le changement climatique, autant que nous voulons, ou faire tout pour ne pas en voir les effets.

Mais le changement climatique, lui, ne nous oubliera pas

A partir du jeudi 29 juillet, l'humanité a consommé l'ensemble des ressources planétaires: le JOUR du DÉPASSEMENT est revenu au niveau de 2019, après une accalmie en 2020 liée à la crise sanitaire

C'est pour cela que notre Section Syndicale relie revendication et « écologique ». C'est le cas pour les transports en communs gratuits certes un gain de pouvoir d'achat mais aussi un gain pour la planète moins de CO2 et de pollutions dans nos villes. Idem pour la défense des cantines sociales à La Poste car qui nous fera croire que les futurs gestionnaires auront à cœur des menus de qualité avec un approvisionnement local, quand les actionnaires réclament eux davantage de dividendes.

On pourrait cite l'aberration des centres de tri à des kilomètres des lieux de distribution et de vie qui éloignent le Service Public

Des milliers camions qui transportent notre courrier

SUR MON AGENDA



Pour tenir compte des impératifs liés aux dates, et pour permettre un dernier coup de rein avant les échéances

- du 23 sept (Fête de Fabrégoules)
- du 1^{er} octobre (Journée d'Action Nationales des Retraités)

RÉUNION MENSUELLE DE SEPTEMBRE

aura lieu le

JEUDI 9 SEPT 2021

9h 00 au Syndicat (à La Rose)



C'est la faute à ...

Le tarif réglementé de vente (TRV) du gaz naturel vendu par Engie a augmenté de +5,3% au 1^{er} août, après une augmentation de près de +10% en juillet.

« Cette hausse est de 1,6 % pour les clients qui utilisent le gaz pour la cuisson, de 3,3 % pour ceux qui ont un double usage,

cuisson et eau chaude, et de 5,5 % pour les foyers qui se chauffent au gaz », détaille la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Le prix du gaz augmente ces derniers mois en raison de la reprise économique, en particulier en Asie où la demande et les prix sont très élevés.

Et c'est, en raison de la situation sanitaire et économique et pour tenir compte de la situation des comptes des régimes qui ont souffert l'an passé, avec un « résultat global » de - 4,1 milliards d'euros, les treize millions de retraités du secteur privé qui perçoivent une retraite complémentaire (Agirc/Arrco) vont certainement subir une perte de pouvoir d'achat durant les 2 prochaines années,



Pourtant, dans son compte rendu de la 3ème réunion Agirc/Arrco, la délégation de la CGT conclut ainsi:

« Cette négociation a été une mascarade.

Dès le départ, il est apparu que les organisations patronales, la CFDT et la CFTC avaient discuté du contenu de l'avenant et en particulier de refuser toute augmentation des recettes et d'utiliser la

baisse de la valeur de service du point comme levier principal d'équilibrage.

Ce faisant, elles font fonctionner « à cotisations définies » le régime AgircArrco, offrant un tremplin aux futures réformes gouvernementales et au développement de la capita-lisation.

Le fait marquant de ces trois séances, c'est la déloyauté caractérisée de cette négociation, y compris des services techniques de l'AgircArrco qui, sous le joug du Me-def, ont opéré une rétention sur la restitution des travaux.

Pour toutes ces raisons, la délégation est défavorable à la signature de cet avenant et préconise d'examiner les voies de recours contre lui. »

Euh !!! Ils nous prendraient pas pour des !

**NON AU PASS SANITAIRE
NON AUX RÉGRESSIONS SOCIALES**